

Le Covid 19 Et L'immersion Dans Le Numérique Educatif Au Cameroun.

Enjeux Et Défis De L'éducation En Période De Crise

FEUZEU François

Administrateur d'Education,
 Doctorant, Faculté des Sciences de l'Education,
 Université de Yaoundé I,
 Yaoundé-Cameroun

Tel : +237 675 159 658 / +237 696 709 452

Courriel : feuzeufraancois@gmail.com

Plan

Introduction

1-L'apparition d'une crise sociale conduit-elle nécessairement à une année blanche ?

A- Les acquis de l'éducation en période de crise.

B- L'éducation au défi de la crise.

2-La survenue de la pandémie du Corona Virus et la transition vers le numérique éducatif.

A- La transition vers le numérique éducatif dans l'enseignement supérieur.

B- La transition vers le numérique éducatif dans l'enseignement primaire et secondaire.

3- Quelle éducation après la crise du Covid 19?

A- Quelques appréhensions sur le numérique éducatif.

B- La nécessité de conserver les acquis du numérique éducatif après la crise.

Conclusion

RESUME

Dans cet article, il est question d'apprécier les rapports qui existent entre l'éducation et les crises sociales. Le cas du Cameroun a été évoqué en citant la pandémie du Covid 19 qui en mars 2020, a contraint les pouvoirs publics à fermer les établissements scolaires. Les restrictions qui s'en sont suivies interdisent les rassemblements de plus de 50 personnes et le respect scrupuleux des mesures barrières. Dans ces conditions, le recours au numérique éducatif est nécessaire nonobstant la réouverture des établissements scolaires le 1^{er} juin 2020. Notre désir est qu'après la crise, le cap soit maintenu en vue de la poursuite, voire de la densification des mesures relatives à la digitalisation de l'éducation, à travers la vulgarisation de l'enseignement à distance. Les espoirs se fondent sur les universités et les grandes écoles du Cameroun qui doivent notamment développer les filières de formation à distance, question de favoriser

le perfectionnement professionnel de nombreux travailleurs.

**AB
ST
RA
CT**

Mots clefs

Covid 19, Education en période de crise, évaluation certificative, Numérique éducatif, Année blanche, validation de l'année scolaire.

This article aims at studying relationship existing between education and social crisis. We have considered the case of Cameroon with the outbreak the Covid 19 that led to confinement with the close up of schools on March 17, 2020. Other restrictions included prohibition of gatherings of more than fifty (50) persons and the strict observation of hygiene measures recommended by the World Health Organization. The option left was the use of distance education despite the reopening of schools on June 1st, 2020. However the organization of official exams was necessary for the validation of the school year. Indeed, holding exams during crisis is one of the toughest plights that a teacher may go through. Yet, our wish is the full implementation of digital education after the crisis. Universities and higher schools are invited to develop distance training so as to help achieve the professional perfection of Cameroonian workers.

Key words

Covid 19, Education during crisis, certification evaluation, educational digital, White year, Validation of a school year.

INTRODUCTION

La survenue d'une crise sociale constitue généralement un véritable sujet de préoccupation pour le fonctionnement des institutions en charge de l'éducation. Une crise est par définition « *une phase grave dans une évolution* » (Dictionnaire Le Robert, 2020). Cela implique qu'elle survient à l'issu d'un processus et dans la plupart des cas, entraîne de graves conséquences. Les crises interviennent

généralement brusquement, mais peuvent être évitées ou alors allégées s'il est mis sur pied un mécanisme de prévention et de riposte approprié. Le cas du Corona Virus (Covid 19) en est une illustration. Lorsque le premier cas fut déclaré en Chine le 17 novembre 2019, personne ne s'imaginait qu'on était au début d'une pandémie qui allait en quelques mois seulement envahir le monde entier, et exiger de changements profonds dans les habitudes. Au Cameroun, le premier cas avait été diagnostiqué le 06 mars 2020. Le 17 mars, le Premier Ministre Chef du Gouvernement, sur hautes instructions du Chef de l'Etat, annonçait une série de mesures¹ pour faire efficacement face à la pandémie. Le 24 mars, le Cameroun enregistrait son premier décès au Corona virus (Covid 19). La menace grandissante et l'hypothèse de la reprise prochaine des cours très incertaine, le recteur de Yaoundé I à travers la Lettre n° 20-402 /UY1/CAB/R du 02 février 2020, exhortait tous les chefs d'établissement de son institution à impulser la réflexion sur la poursuite des enseignements et des évaluations en utilisant le numérique éducatif. L'avancée de la maladie et le renouvellement du confinement partiel toutes les deux semaines rendaient très hypothétique le respect du calendrier de l'année scolaire. C'est dans ce contexte qu'à travers un arrêté conjoint, le MINDUB et le MINSEC

proposaient le 07 Avril 2020 une date pour un probable retour à l'école, avant de se repréciser quelques jours plus tard. Se prononçant sur la question, le Chef de l'Etat soulignera le 16 Avril 2020 que les établissements scolaires pourraient de nouveau ouvrir les portes le 1^{er} Juin 2020 si la situation eût évolué normalement.²

Sur le plan humanitaire, l'aide s'était concentré sur la maladie, à l'instar de 50 000 tests offerts dès les premières semaines à l'Etat du Cameroun par un bienfaiteur chinois. Selon Coalition éducation (SD), l'éducation n'est pas suffisamment priorisée par les interventions humanitaires. Pourtant, lors du sommet d'Oslo de juillet 2015 sur « l'Education Pour le Développement », des propositions avaient été faites au sujet de la création d'un « Fonds Humanitaire Spécial pour l'Education » (FHSE), afin de venir en aide à l'éducation en situation d'urgence. Sous l'impulsion de Gordon Brown, envoyé spécial de l'ONU, ce fonds verra le jour en mai 2016 sous l'appellation « education cannot wait », pendant le premier « Sommet Humanitaire Mondial d'Istanbul ». Selon le « Partenariat Mondial pour l'Education », ce fonds servira à venir en aide à l'éducation dans les situations de crises.

Si l'aide humanitaire est fondamentale en matière d'éducation, elle tarde parfois à venir. C'est pourquoi il revient aux éducateurs le soin de préparer ces moments difficiles à travers une éducation de qualité. Il s'agit de donner le soutien psychosocial nécessaire et d'intégrer pleinement les nouvelles technologies dans l'enseignement. Il est intéressant de remarquer que pendant la crise au Cameroun, la communauté éducative toute entière s'était retournée vers le numérique éducatif comme principal moyen pour poursuivre les apprentissages et maintenir les acquis en matière d'éducation. Devant une situation à la fois complexe et délicate, la rapidité avec laquelle certaines décisions avaient été prises donnait l'impression qu'après la crise, l'on pourrait assister à un fléchissement dans l'engagement sur le numérique. C'est pourquoi dans un développement en trois parties, il sera essentiellement question d'examiner les rapports existant entre le numérique éducatif et les crises sociales susceptibles d'affecter le secteur de l'éducation.

1. L'APPARITION D'UNE CRISE SOCIALE CONDUIT-ELLE NECESSAIREMENT A UNE ANNEE BLANCHE ?

Aucune éducation ne peut s'épanouir dans l'insécurité. C'est pourquoi l'éclatement d'une crise peu importe son importance, a généralement des répercussions sur l'éducation. Pour ce qui est de la pandémie du Covid 19, l'Organisation Mondiale de la

¹ Celles-ci allaient de la fermeture des établissements scolaires aux recommandations en rapport avec le respect des mesures barrières pour faire face à la maladie à corona virus. Les 13 mesures concernées se rapportent à :

- La fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes ;
- La suspension des visas d'entrée au Cameroun ;
- La fermeture de tous les établissements publics et privés de formation relevant des différents ordres d'enseignement de la maternelle au supérieur ;
- L'interdiction du rassemblement de plus de 50 personnes ;
- Le report de toutes les compétitions scolaires et universitaires ;
- La fermeture de tous les débits de boisson, les restaurants et lieux de loisir ;
- La mise sur pied d'un système de régulation des flux des consommateurs dans les marchés et les centres commerciaux ;
- La limitation des déplacements urbains et interurbains à des cas d'extrême nécessité ;
- La lutte contre la surcharge dans les bus, taxis, mototaxis et autres moyens de transports publics ;
- La possible réquisition des formations sanitaires, les hôtels et autres lieux d'hébergement, les véhicules, ainsi que les équipements spécifiques nécessaires à la mise en œuvre du plan de riposte ;
- La préférence dans les administrations publiques des moyens de communication électroniques et les outils électroniques pour les réunions susceptibles de regrouper plus de dix (10) personnes ;
- La suspension des missions à l'étranger des membres du Gouvernement et des agents du secteur public et parapublic ;
- L'invitation de la population à observer scrupuleusement les mesures d'hygiène recommandées par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) à savoir ; se laver régulièrement les mains au savon, éviter les contacts rapprochés tels que se serrer les mains, ou s'embrasser, se couvrir la bouche pour éternuer (Services du Premier Ministre, 2020).

² La réouverture intervint effectivement à la date indiquée et les examens officiels eurent lieu.

Santé (OMS) affirme qu'en septembre 2020³, l'on a franchi le cap d'un million de morts. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) estime quant à lui que « *la pandémie du corona virus ne montre aucun signe de ralentissement, le nombre de décès ne cesse d'augmenter et l'impact économique continue de menacer des décennies de croissance en matière de développement humain* » (PNUD, 2020). Selon cette institution, près de 34 millions de personnes avaient déjà été infectées par la maladie à corona virus (Covid 19) et plus de la moitié de la population mondiale a été invitée à rester chez elle. On comprend dès lors pourquoi le secteur de l'éducation est particulièrement menacé. Il serait alors approprié de se poser un certain nombre de questions. Dans quelles mesures une crise peut-elle conduire à une année blanche ? Quels sont les efforts nécessaires pour clôturer avec succès une année scolaire affectée par la crise ?

A. Les acquis de l'éducation en période de crise

En 2017, la longue grève qu'avait connue le secteur de l'éducation au Gabon avait fait brandir le spectre d'une année blanche dans ce pays. Réagissant sur la question, le représentant de l'UNESCO Vincenzo Fazzino, avait alors déclaré qu'il revenait au gouvernement gabonais l'opportunité de prendre une telle décision (Cité par Modérateur, 2017). Aujourd'hui, certains observateurs sont d'avis que la fulgurante avancée du Corona virus (Covid 19) dans le monde pourrait encore faire planer la menace d'une année blanche dans de nombreux pays. Cependant, il revient à chaque Etat la liberté de prendre des mesures utiles pour faire face aux périodes d'incertitude que les crises imposent à leur système éducatif. Pour l'année scolaire 2019/2020 au Cameroun, l'éclatement du Covid 19 était intervenu à une période très avancée des activités⁴. S'il est vrai que certains établissements scolaires n'avaient encore achevé les évaluations, il ne faisait aucun doute qu'à ce stade, les notes obtenues pouvaient constituer un baromètre exploitable pour un jugement de valeur sur le couronnement des activités annuelles. La perspective d'une année blanche semblait donc très éloignée.

Une année blanche est par définition celle dont les objectifs fixés ne sont pas suffisamment atteints. Elle est marquée par de dysfonctionnement sérieux dans les activités scolaires et académiques. Les enseignements et les activités annexes ayant été annihilés. A la différence d'une année invalidée qui impose le statut de redoublants à tous les élèves, l'année blanche en raison des événements imprévus qui l'imposent, n'entraîne généralement

pas de sanction. Toutefois, pour qu'une année soit validée, elle doit remplir les conditions requises par l'UNESCO⁵, notamment celles ayant trait à la programmation et à la couverture des 2/3 des contenus. Par ailleurs, l'année blanche n'est pas à confondre avec une année sabbatique ou année de césure, qui est une mise en disponibilité volontaire, caractérisée par l'interruption temporaire par un élève de ses études pour l'acquisition des compétences nouvelles (Unesco, 2018).

En raison du Covid 19, l'interruption des cours le 18 mars de l'année scolaire 2019/2020 ne gênait en rien la validation de l'année scolaire, d'autant plus que la période couverte par les enseignements avait dépassé les 80% de la durée normale d'une année scolaire ; ce qui était largement au-delà des 70% exigées par l'UNESCO pour la validation d'une année scolaire.

B. L'éducation au défi de la crise

Le couronnement d'une année scolaire est assuré par la tenue des examens officiels. Mais tenir les examens en période de crise sanitaire demeure un défi à relever. Pour sa crédibilité, les examens doivent offrir les garanties de justice et de transparence. Le déroulement des évaluations certificatives doit remplir les standards internationalement reconnus. Aussi, envisager l'hypothèse de la moyenne des trimestres passés pour l'octroi des parchemins est absurde, car il se posera nécessairement une impasse quant à l'évaluation des candidats libres - scolarisés et non scolarisés - qui n'auront au cours de l'année subi aucune évaluation dans la classe correspondante à l'examen sollicité.

Au cours de l'année scolaire 2019/2020, certains avaient estimé que si le parlement, les marchés et certains groupes religieux avaient continué à se réunir malgré le confinement, si les transports publics avaient continué à fonctionner - avec bien sûr un respect mitigé des mesures barrières -, les enfants pouvaient eux aussi continuer à aller à l'école. Mais cette position était sans compter avec les conditions de déplacement des enfants - trajet allé et retour de l'école -, leur insouciance et surtout leur vulnérabilité face la maladie. La fermeture des écoles pendant une période de crise demeure pour ainsi dire une mesure justifiée. Cependant, la nécessité d'organiser les examens doit non seulement tenir compte de la gravité de la crise, mais également prendre en considération les implications et les retombées futures de la crise sur les acteurs de l'éducation. C'est pourquoi dans la mesure du possible, l'on peut opter pour la multiplication des centres d'examens. La réduction des effectifs par

³ En Avril 2020, l'on n'était pourtant qu'à 140000 cas de décès.

⁴ La fermeture des établissements scolaires intervient le 18 mars 2020, quasiment à la fin du 2^e trimestre.

⁵ Selon l'Unesco, il faut un minimum de 23 semaines et un maximum de 35 semaines pour valider une année scolaire (Education, 2014)

salle et surtout le respect systématique des mesures de prévention. Sont aussi à envisager les pauses passées en salle et sur place, les sorties strictement réglementées, et la disposition des candidats conformément aux mesures de distanciation sociale requise. L'hypothèse de la composition par vague n'étant pas envisageable en raison de l'unicité des épreuves, la période réservée aux examens pourrait tout de même être rallongée avec moins d'épreuves par jour. Il s'agit d'une mesure adaptée aux jeunes candidats, encore très fragiles pour tenir toute la journée. Dans cette condition, l'annulation des épreuves sportives est justifiée. Le décalage des horaires de la phase écrite approuvé en raison des réajustements à opérer dans la programmation du passage des épreuves. Si l'hypothèse de faire composer les enfants en pleine crise s'impose, des ressources supplémentaires devraient être investies. L'enjeu étant d'assurer la validation d'une année scolaire, tout en veillant sur la santé et la sécurité des citoyens.

Dans l'enseignement supérieur et professionnel, l'évaluation en période de crise peut relativement être facilitée par l'existence des amphithéâtres qui sont des surfaces spacieuses et généralement bien aérées. Les contrôles continus peuvent se dérouler en petits groupes. Les plus audacieux peuvent faire recours à l'évaluation en ligne et à la vidéoconférence, notamment en cycle de doctorat, en raison des effectifs assez réduits. Cette méthode peut aussi s'appliquer dans le cadre des soutenances et des auditions.

Les dispositions sus-évoquées concernent les crises sanitaires et plus spécifiquement celle relative à la maladie à Corona virus. Les mesures se rapportant à d'autres crises peuvent être élaborées au besoin. Dans tous les cas, le but visé demeure la nécessité d'assurer la sécurité de tous. La validation de l'année scolaire à travers l'organisation des examens en période de crise, étant aussi un enjeu majeur pour la classification des systèmes éducatifs⁶.

2. LA SURVENUE DE LA PANDEMIE DU CORONA VIRUS ET LA TRANSITION VERS LE NUMERIQUE EDUCATIF.

Les bouleversements survenus dans la programmation des enseignements en raison de la pandémie du Corona virus ont contraint les managers de l'éducation à opter pour la digitalisation des enseignements. Des mesures allant dans ce sens ont été prises aussi bien dans l'enseignement supérieur qu'aux niveaux primaires et secondaires.

A. La transition vers le numérique éducatif dans l'enseignement supérieur.

⁶C'est le travail qu'abat l'OCDE à travers classement PISA dont la préoccupation est de classer les systèmes éducatifs en fonction de leur performance.

La psychose qui a suivie la multiplication des cas du Covid 19 au Cameroun, a amené le Recteur de l'université de Yaoundé I à anticiper le 16 mars 2020 en publiant le Communiqué de Presse n° 20-321 /UY1/CAB/R. Le point de mire de ce communiqué était la suspension des cours en présentiel. Comme mesure palliative, les cours ont été mis en ligne sur le site www.coursuy1.uninet.cm. L'encadrement des étudiants en cycle de recherche s'effectue à distance à travers les plateformes interactives et la vidéoconférence. C'est le cas des séminaires doctoraux du Laboratoire de recherche ECCNA (Etudes des Cognitions et Comportements Normaux et Anormaux) de l'université de Yaoundé I. Les séminaires organisés par le Professeur Leonard Nguimfack de la faculté de Psychologie et le Professeur Ketcha Wanda Jean Germain Magloire de la Faculté des Sciences, obtiennent de plus en plus l'adhésion des étudiants. Des séances de travail à distance sont prévues tous les mois. A travers les simulations de soutenance, les encadreurs apprécient l'état d'avancement des travaux de recherche. De telles initiatives doivent survivre à la crise, question de donner un visage nouveau à l'encadrement des étudiants dans les universités camerounaises.

Un autre fait marquant est la création par des étudiants des plateformes sur les réseaux sociaux pour des échanges interactifs. L'existence d'une plateforme réunissant tous les enseignants et tous les étudiants est nécessaire. Le but étant de rendre les enseignants accessibles aux étudiants, et surtout de permettre à ces derniers de rester véritablement actifs pendant la crise. C'est pratiquement ce qui se passe en France avec l'Espace Numérique de Travail (ENT). Il s'agit d'une plateforme accessible à tous les maillons de la communauté éducative pour obtenir des informations en temps réel sur la vie de l'établissement (éduscol, 2020).

B. La transition vers le numérique éducatif dans l'enseignement primaire et secondaire.

Aux niveaux primaires et secondaires, la principale innovation demeure le téléenseignement à l'intention des élèves des classes d'examen. Sur le plan national comme sur le plan local, des tranches d'antennes ont été obtenues à la radio comme à la télévision pour la diffusion des enseignements. L'apport des ONG et des organisations internationales est essentiel. C'est le cas de l'Unesco qui au lendemain de la fermeture des établissements scolaires a accordé son expertise technique au Ministère des Enseignements Secondaires (MINESEC) par la mise sur pied des studios d'enregistrement pour la mise en œuvre de l'enseignement à distance. Le soutien de l'Unesco s'inscrit dans le cadre de la « *coalition mondiale pour l'éducation* » (Unesco, 2020).

A la Cameroon Radio Television (CRTV), principale chaîne de télévision camerounaise, les enseignements sont quotidiennement dispensés à l'intention des élèves des classes d'examen du primaire et du secondaire. En ce qui concerne les enseignements radiodiffusés, ils sont généralement organisés dans les régions et diffusés par les radios communautaires. L'on ne saurait oublier la contribution des réseaux sociaux qui à travers les groupes et fora, contribuent largement à reprendre les enseignements.

Par ailleurs, des plateformes éducatives ont été mises à jour sur internet. Le site www.monprof.cm, propose par exemple des cours sur fichiers numériques, les cours en audio, les cours en vidéo et les exercices corrigés et expliqués. En consultant ce site, les élèves ont aussi la possibilité de se faire évaluer en ligne. A côté de ceci, le marché des logiciels éducatifs a connu un essor remarquable. Elèves et enseignants se sont notamment rués sur les soft copy vendus tels des gadgets dans des rayons.

En zones rurales, l'enseignement à distance est aujourd'hui réduit à sa plus simple expression en raison de l'enclavement des écoles, de l'absence ou de l'insuffisance des ressources diverses. Les enseignants sont encouragés par leur hiérarchie à enregistrer eux-mêmes les leçons et à les diffuser en public par le moyen des « uppers » ou haut-parleurs mobiles. Cette exhortation se heurte toutefois à la disponibilité du matériel d'enregistrement et de diffusion, la source d'énergie, l'usage des outils TIC et surtout à l'engagement des élèves à se rendre dans les lieux publics pour l'audition des leçons. (Rapport de la rentrée pédagogique régionale, 2020)

D'une manière générale, le recours au télétravail constitue une piste prometteuse pour rester actif lorsqu'interviennent des restrictions imposées par une crise.

3. L'ÉDUCATION APRES LA CRISE du COVID 19

Les difficultés rencontrées par l'éducation se résorbent généralement progressivement après la crise. Cependant, l'effritement des acquis et la baisse du niveau de vigilance redessinent parfois le scénario d'une nouvelle crise. C'est en tout cas ce qui était arrivé à la Chine quelques temps après l'apparition du Covid 19. Croyant s'être libérée de ce qui n'était alors qu'une épidémie, le pays s'était aussitôt retrouvé confronté à la recrudescence de la maladie, après avoir déclaré quelques semaines auparavant que la situation était sous contrôle (Le temps, 2020). En tout état de cause, il est souhaitable après la crise du Covid 19 de demeurer vigilant, mais surtout, de s'abstenir de rompre aussitôt avec les mesures engagées. Dans le cadre de l'éducation, la préservation des acquis passe par l'adoption d'un point de vue équilibré au sujet des

appréhensions courantes sur la digitalisation de l'éducation.

A. Quelques appréhensions sur le numérique éducatif

Les voix s'élèvent de plus en plus aujourd'hui pour évoquer l'impasse dans laquelle pourrait conduire le numérique éducatif. Au nombre de ces inquiétudes l'on évoque :

Les préjugés. L'intégration du numérique éducatif est parfois rendue difficile par des préjugés. A titre d'exemple, beaucoup sont d'avis que la mise en ligne des cours dans l'enseignement supérieur camerounais conduira inéluctablement à la désertion des amphithéâtres en raison de la possibilité qui s'offre à chaque étudiant d'entrer à tout moment en possession des contenus à examiner. Cette position semble a priori anachronique, mais trouve sa pertinence dans la prise en compte des dérives d'une jeunesse en perte de repère. D'autres idées préconçues foisonnent à propos de la cybercriminalité et le piratage des sites internet susceptibles de conduire à la diffusion des contenus erronés. Il en est de même des postages incontrôlés qui peuvent éventuellement véhiculer des messages subjectifs.

Par ailleurs, le faible accès à l'énergie et au réseau internet, les problèmes d'infrastructures et d'équipements informatiques privent de nombreuses personnes du numérique éducatif. A l'inverse, des plateformes numériques existent dans certaines localités mais ne constituent pas pour autant un marché florissant. La culture de l'école et celle des élèves sont souvent incompatibles. De plus, certaines personnes sont encore réfractaires au changement et ce manque d'intérêt pour le numérique est à déplorer. Pour tout dire, certaines cultures sociales conservatrices ne favorisent pas toujours l'incorporation du numérique éducatif.

Le faible pouvoir d'achat. Les coûts exorbitants des ressources éducatives représentent un obstacle pour les étudiants qui vivent en majorité sous le seuil de pauvreté. L'on peut ajouter à ceci les coûts de la communication assez prohibitifs et les tarifs jugés arbitraires, imposés dans la plupart des centres multimédia.

L'impréparation. La culture numérique fait encore défaut chez beaucoup d'apprenants. L'on dénonce la brusque apparition de la pandémie et l'introduction forcée du numérique sur un terrain pas suffisamment préparé. De plus, les préoccupations liées à la formation et à l'accompagnement des opérateurs sont aussi à prendre en compte. La lecture des e-books devient assez pénible pour certains. Il en est de même des difficultés évoquées dans l'assimilation des informations tapuscrites. Réagissant sur la question, Lucet cité par Jarraud

(2018) remarque que le numérique éducatif marche dans les pays où la liberté pédagogique est très respectée comme en Finlande. Dans le même ordre d'idée, cet auteur estime qu'en France, la difficulté majeure en termes de ressources se trouve dans le triangle infernal du Prescripteur (Etat), de l'Acheteur (collectivités territoriales) et de l'Utilisateur (élèves, enseignants). En fait, enseignants et élèves font parfois face aux problèmes d'infrastructure et d'équipement. C'est à ce niveau que se dénonce parfois le manque de volonté politique, caractérisé notamment par l'absence d'intérêt pour la modification des pratiques existantes. Mais l'on ne peut en dire autant du Cameroun car le don de 500 000 ordinateurs⁷ aux étudiants par le Chef de l'Etat, et l'extension de la fibre optique sont à mettre à l'actif de la volonté manifeste des pouvoirs publics à garantir la transition numérique. De plus, l'on ne peut perdre de vue le décret du 27 juillet 2016 autorisant le Ministère de l'Economie de la Planification et de l'aménagement du Territoire (MINEPAT) à signer avec la Banque d'Export-import de Chine (EXIMBANK-Chine), un accord de prêt d'environ 75 milliards pour le projet Cameroun E-national Higher Education Network, destiné à la construction de 09 centres de développement du numérique universitaire dans chaque université d'Etat et à l'université inter-Etat Cameroun-Congo sise à Sangmélima (Camerounweb, 2017).

La dernière difficulté dans l'intégration du numérique éducatif est l'insuffisante orientation de la réflexion sur la question. Le numérique éducatif ne peut valablement s'intégrer que si la recherche et les joutes oratoires avaient suffisamment été alimentées sur la question. Il y a donc lieu pour la communauté éducative, chacun en ce qui le concerne, de multiplier de stratégies pour l'enracinement du téléenseignement dans le contexte camerounais.

Les appréhensions sus-relevées nous interpellent sur ce qui reste à faire pour le plein digital. On ne le dira jamais assez, le numérique éducatif est ce qui restera lorsque l'éducation formelle deviendra impossible.

C- La nécessité de conserver les acquis du numérique éducatif après la crise.

Un retour en arrière est-il possible ? Voilà la question qu'il convient de se poser en rapport avec le numérique éducatif. En effet, il a malheureusement été observé que la fin des crises s'accompagne parfois du retour aux vieilles habitudes. Mais dans le contexte actuel, maintenir les acquis en matière de numérique éducatif s'avère indispensable. Dans le cas du Cameroun, on s'attend à ce qu'à la fin du Covid 19, les cours continuent d'être mis en ligne dans les universités, que les plateformes numériques

continuent d'exister et que le téléenseignement se poursuive normalement. Dans un monde qui se veut moderne et global, Le numérique éducatif doit nécessairement cohabiter avec les enseignements en présentiel.

Au nombre des avantages du numérique, l'on évoque la facilitation de la recherche et le facile contrôle des contenus. En effet, les contenus mis en ligne sont accessibles à tous. Un autre intérêt est l'évolutivité dans le temps en raison de l'existence des procédures de remplacement et de modification. L'usage du numérique facilite aussi la communication et le transfert des données. Elle propose des solutions d'apprentissage adaptées y compris l'apprentissage individualisé.

De plus, l'interactivité valorisée sur les plateformes facilite la confrontation et le développement de l'esprit critique. Elle promeut l'intérêt pédagogique et fait évoluer la culture de l'école - celle que l'école véhicule -. Se prémunir contre la parcellisation du savoir est pour les acteurs de l'éducation un enjeu de taille. En fait, la digitalisation de l'éducation demeure le moyen par excellence pour valoriser les approches holistiques et intégratives. Pour Jarraud (2018), les enseignants passent 35% de leur temps dans la préparation et l'évaluation. Le numérique peut donc leur être d'un apport indéniable pour la gestion optimale du temps.

Par ailleurs, la diversification des approches pédagogiques proposées constitue un atout pour les apprenants. Élèves et étudiants ont différentes manières d'apprendre. Certains ont la mémoire auditive. D'autres ont la mémoire visuelle. Pour d'autres encore, c'est la kinesthésique⁸. Les outils d'aide à la mémorisation peuvent favoriser l'implication des élèves, le développement de la créativité et la personnalisation des enseignements. La diversification des approches est à travers le numérique, un atout à ne pas négliger.

Un autre avantage du digital dans le domaine de l'éducation est celui lié à la pédagogie inversée. La vision à prendre en compte est que les savoirs découverts à la maison et non en classe, puissent stimuler l'activité cognitive et réflexive.

Sur le plan économique, les cartables sont allégés et les déplacements limités. Le travail est rapide et peu contraignant. C'est le cas avec l'usage de la tablette tactile. Les contenus sont facilement harmonisés et uniformisés avec possibilité pour un enseignant de travailler avec plusieurs apprenants sur les matières différentes.

Maintenir le cap du téléenseignement après la crise consiste également à opter pour le

⁷ Promesse faite en 2016 par le Président Paul Biya aux des étudiants camerounais.

⁸⁸ Ceux qui retiennent mieux en effectuant des exercices pratiques.

développement des formations autonomes à distance ; faisant naturellement allusion à celles qui ne se limitent pas seulement à compléter les enseignements en présentiel. La démarche peut consister à recevoir une formation diplômante ou non diplômante uniquement par le moyen des cours par correspondance. Les universités et grandes écoles camerounaises devraient davantage s'investir dans ce domaine. C'est d'ailleurs à ce titre que nous proposons la création d'une direction de l'enseignement à distance dans les ministères en charge de l'éducation.

- **Poursuivre l'éducation à distance au Cameroun.**

Au Cameroun, l'enseignement à distance existe depuis au moins 20 ans. On peut simplement s'en rendre compte en examinant l'arrêté n° 00/0003/MINESUP/DDES du 25/01/00 portant régime des enseignements et des examens au Programme d'Enseignement à Distance (PED) de la faculté d'agronomie et des sciences agricoles (FASA) de l'université de Dschang. Cette disposition donnait déjà la possibilité aux étudiants ainsi qu'à toute personne désireuse d'assurer son perfectionnement professionnel de suivre des enseignements sans nécessairement avoir besoin de se déplacer. Mais cette disposition a éprouvé quelques difficultés à se reprendre effectivement. A vrai dire, le téléenseignement se présentait déjà à l'époque comme un excellent moyen pour la valorisation du droit à la formation en vertu de l'article 37 alinéa 1 de la Loi n° 98/004 du 14 février 1998 portant orientation de l'éducation au Cameroun.

Deux décennies après, la formation à distance demeure encore une opportunité d'innovation, une occasion à saisir pour la valorisation des dynamiques professionnelles intégrant les valeurs communes et les exigences d'une société globale. Sur le plan interne, Fame Ndongo (2007, p3) décline dans une clarté singulière les deux finalités sociopolitiques de la nouvelle gouvernance universitaire. Il écrit : « l'accès au système éducatif est ouvert à tous les camerounais ; le système éducatif doit assurer l'égalité des chances à tous les citoyens ». De cette déclaration, deux interprétations au moins se dégagent. Dans un premier temps, l'on y voit la volonté des pouvoirs publics à accorder l'éducation à tous les citoyens peu importe leur condition et leur lieu de résidence. Dans un second temps l'on dénote une volonté manifeste d'arrimer l'enseignement supérieur camerounais aux résolutions de la Conférence Internationale sur l'Éducation pour Tous de Mascate⁹, qui avait exigé des objectifs forts pour l'éducation dans l'agenda de développement post 2015 ; notamment, la mobilisation de la communauté internationale en vue de l'atteinte de l'objectif global d'assurer une

éducation équitable et inclusive de qualité ainsi qu'un apprentissage tout au long de la vie pour tous d'ici 2030. Pour Fame Ndongo (2007), l'atteinte de ces finalités passe par la prise en compte de deux objectifs opérationnels à savoir : « l'amélioration de la qualité et la professionnalisation de l'enseignement supérieur par la mise en place du système Licence, Master, Doctorat (LMD) ; la généralisation de l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans les établissements universitaires ».

Le téléenseignement est un atout de taille pour la professionnalisation des enseignements. Ceci s'illustre d'ailleurs sur le terrain par l'intégration de la formation à distance dans les politiques d'enseignement d'un nombre impressionnant des grandes écoles du Cameroun. Au nombre de ces institutions, LAMAGO (SD) énumère : « le Campus Numérique Francophone de l'AUF ; le Centre pour l'Enseignement à Distance (CED) de la faculté d'agronomie et des sciences Agricoles de l'Université de Dschang ; l'Institut Africain d'Informatique (IAI) ; l'Institut Universitaire de Technologie (IUT) de Bandjoun ; l'ÉSTIC avec le Projet de formation continue en information informatisée et en réseau (FORCIR) ; l'École Nationale Supérieure Polytechnique (ÉNSP) de Yaoundé ».

- **Entreprendre l'éducation à distance dans l'espace francophone**

L'élan engagé dans le cadre du Covid 19 peut au delà des facilités offertes par l'enseignement supérieur camerounais, être valorisé par l'exploitation des opportunités disponibles dans l'espace francophone. Selon, campus France (2017), le paysage numérique susceptible d'offrir les formations à distance dans l'espace francophone est constitué des services tels que : Massive Online Open Course (MOOC), Small Private Open Course (SPOC) et Formation ouverte à distance (FOAD), abrités par la plateforme France Université Numérique (FUN). De plus, la plateforme PLEI@D du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM), et la plateforme eGrata du Réseau des Greta-groupement d'Etablissements pour la formation des adultes et le Centre National d'Etudes à Distance (CNED), sont offerts par le réseau des universités relevant de la Fédération Internationale de l'Enseignement à Distance (FIED). Il convient aussi d'évoquer les Universités Numériques Thématiques (UNT) qui proposent des formations par domaine d'étude. Enfin, l'Agence Universitaire de la francophonie (AUF) avec l'appui des universités de France et du Canada, a mis sur pied un méta-portail appelé Initiative pour le Développement Numérique de l'Espace Universitaire Francophone (IDNEUF) qui propose des milliers de ressources pédagogiques différentes. L'« IDNEUF s'adresse à de nombreux publics (étudiants, professeurs, enseignants-chercheurs, ingénieurs, techniciens) qui

⁹ La Conférence s'est tenue du 12 au 14 mai 2014 Oman

partagent un intérêt commun pour l'utilisation du numérique pour l'éducation » (Campus France, 2017).

CONCLUSION

Le travail qui était le notre dans le cadre de cet article consistait à examiner l'impact des crises sociales sur le fonctionnement des services en charge de l'éducation. Cet exercice a notamment été facilité par la pandémie du corona virus (Covid 19) qui a largement affecté le secteur de l'éducation. Pour leurs parts, les éducateurs de tout bord ont compris le danger que cette période pouvait représenter pour les candidats aux examens. C'est ainsi qu'ils ont multiplié des initiatives en faveur du numérique éducatif, faisant aujourd'hui du digital, une forteresse imparable pour rester intellectuellement éveillé en période de crise.

Si le passage forcé vers le téléenseignement représente une nouvelle vision digne d'intérêt, le souci demeure dans la conservation des acquis après la crise. Cela passe par l'évaluation de notre capacité à faire face aux contingences susceptibles de perturber le fonctionnement normal des institutions éducatives. Pour l'UNESCO (2016), la solution réside dans le « développement inclusif, réactif et résilient des services d'éducation ». Une autre conception admet que la solution se trouverait dans la mise en cause de la posture magistrale. Toutefois, si beaucoup sont d'avis que l'école numérique n'existe pas¹⁰, il n'en demeure pas moins vrai que les efforts allant dans le sens de la vulgarisation du numérique éducatif en tout temps demeure l'alternative la plus pratique (Guilou, 2016).

En milieu scolaire, la voie royale pour la prévention des crises demeure l'éducation de qualité, qui dans une perspective futuriste anticipe sur les attentes et prend l'initiative de l'action. La résilience qu'elle confère passe par un triptyque. Dans un premier temps il s'agit de la préparation psychosociale des acteurs. Dans un deuxième temps, elle insiste sur l'adaptation des contenus et des méthodes, à travers l'intégration du numérique éducatif. Enfin, par le biais de la couverture qualitative et quantitative des programmes, elle s'occupe à l'optimisation du temps avant que ne survienne une crise. Etre proactif pour l'éducateur, est donc un excellent moyen de faire face aux crises sociales.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

[1] Cameroun web, Paul Biya n'a jamais autorisé le don de 500 000 ordinateurs à 75 milliards. (2017), Sur www.mobile.Camerounweb.com

[2] Campus France, La formation en ligne et à distance (2017) Sur campusfrance.org

[3] Coalition éducation, Education en situation de crise. Paris, (SD). Récupéré sur le site coalition-education.fr,

[4] Conseil Supérieur de l'éducation, Éducation et nouvelles technologies, Pour une intégration réussie dans l'enseignement et l'apprentissage. Rapport annuel 1999-2000 sur l'état et les besoins de l'éducation, Québec, 181 p. (2000),

[5] Education, Spectre d'une année blanche dans le système éducatif : encore trois semaines de marge de manœuvre. (2014). Sur news.acotonou.com

[6] Eduscol, Qu'est-ce qu'un ENT ? (2020). Sur eduscol.education.fr

[7] M. Guilou, En attendant, non, l'école numérique, ça n'existe pas. (2016). Sur www.educavox.fr

[8] F. Jarraud, Le Numérique éducatif. Pourquoi ça ne marche pas. Paris, Fjarraud. (2018).

[9] J. Fame Ndongo, Le système Licence, Master, Doctorat. Guide de l'opérateur du LMD, Yaoundé, MINESUP, octobre (2007), 46 p.

[10] Le Temps, Devant la recrudescence des cas de Covid-19, Pékin referme les écoles et appelle les habitants à ne pas quitter la ville. (2020). Sur www.letemps.ch

[11] M. F. LAMAGO, la formation continue a distance des enseignants au Cameroun : enjeux et nouveaux défis pour l'Ecole Normale Supérieure (SD)

[12] PNUD, Le nombre de décès dû au coronavirus dans le monde dépasse 1 million. (2020). Sur www.undp.org).

[13] Rapport de la rentrée pédagogique régionale au MINEDUB, DREB/EST, Bertoua, 05 Novembre 2020, 12 p.

[14] Services du Premier Ministre. Stratégie gouvernementale de riposte face à la pandémie de Coronavirus (Covid19), Cameroun, (2020). Sur www.spm.gov.cm

[15] Unesco, Manuel d'instruction. Enquête sur l'enseignement formel (2016). Sur Uis.Unesco.org

[16] Unesco, Unesco accompagne le Ministère des enseignements secondaires du Cameroun dans l'éducation à distance. (2020). Sur unesco.org

[17] Unesco, Education dans les situations d'urgence et les crises prolongées en Afrique subsaharienne : Développement inclusif, réactif et résilient des services d'éducation pour tous. Paris, Unesco, (2016).

¹⁰ Faisant allusion aux documentalistes, qui réitèrent la primauté du manuel papier dans le processus éducatif